

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP14 - MOP4, Poznan, Décembre 2008.

Yes you can ! 40% de réduction ou rien !

A l'heure où le groupe de travail spécial du Protocole de Kyoto doit discuter des potentiels et des fourchettes de réduction des pays de l'Annexe 1, ECO souhaite rappeler à ses lecteurs la nécessité de limiter le réchauffement global bien en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle. Comme soulevé par Tuvalu au nom des petits Etats insulaires en développement, de nouvelles preuves depuis le 4ème rapport du GIEC appellent à une action encore plus que jamais urgente.

La Barbade a eu raison de rappeler à l'Union européenne de quelle manière ses réticences à s'engager au-delà d'une réduction de 30% de ses émissions menaçaient d'extinction les pays les plus vulnérables.

ECO appelle les pays de l'Annexe 1 à faire preuve d'un vrai leadership en proposant des objectifs de réduction dans le haut de la fourchette du GIEC des -40% pour 2020, par rapport à 1990. La majorité de cet effort de réduction devra intervenir sur le propre territoire des pays de l'Annexe 1 ce qui permettra d'accélérer leur transition vers une économie faiblement émettrice et de créer des incitations au déploiement de technologies propres. En parallèle, un niveau ambitieux d'engagement de réduction de la part des pays de l'Annexe 1, couplé avec une offre claire sur les finances et les technologies, rendra possible la déviation substantielle des émissions dans les pays en développement.

Quoi ? J'entends dire au sein de l'Annexe 1 « 40% de

réduction, notre pays ne peut pas le faire à domicile ! ». Pourtant, *yes, you can !*

La crise financière actuelle en offre l'occasion. Une réponse à la crise prenant en compte l'impératif climatique permettra la création de nombreux emplois verts, la production d'énergies renouvelables... Dit de manière plus simple, elle rendra nos économies plus efficaces à l'heure où chaque centime compte et où les flux d'investissements privés diminuent. Le mois dernier, l'Agence internationale de l'énergie a tablé sur un futur prix du baril situé entre 100 et 120 dollars US. Elle a constaté un doublement du prix du charbon depuis 2007. Investir aujourd'hui dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique permettra de remédier de manière durable aux crises économique, climatique et énergétique.

Tous les pays industrialisés ont d'importantes capacités pour réduire leurs émissions. Les technologies existent, les ressources aussi. Maintenant, c'est au tour de la volonté politique de se manifester.



Efficacité énergétique : gagnant-gagnant

États-Unis :

En investissant dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les USA pourraient diviser par 2 les émissions de leurs centrales électriques par rapport à 1990 et faire économiser 350 dollars par an aux ménages. 20 à 30% d'efficacité énergétique feraient croître d'environ 0,1% le PIB américain en 2030 et créeraient entre 0,5 et 1,5 millions d'emplois.

Russie :

L'intensité énergétique de la Russie est deux fois supérieure à celle de la Chine et quatre fois supérieure à celle de l'UE et du Japon. L'amélioration de l'efficacité énergétique devrait permettre de réduire de 50% les émissions par rapport à 2005.

UE :

Les Pays-Bas ont amélioré leur efficacité énergétique de 5% par an grâce à la mise en place de normes sur les bâtiments. Rien n'est pourtant prévu sur ce sujet dans le « paquet énergie-climat ». Un rapport de 2005 du WWF montre qu'une telle politique permettrait d'économiser 7% de l'énergie.

Australie :

Avec des mesures d'efficacité énergétique, une réduction de 40% de la consommation d'électricité en 2020 est possible. Cela permettrait d'économiser environ 710 millions de dollars sur la période 2010-2020, sans compter le fort potentiel de l'Australie en matière d'énergies renouvelables.

Canada :

L'Ontario pourrait réduire de 50% ses émissions liées à la production d'électricité, en mettant en œuvre les mêmes normes d'efficacité énergétique que l'UE et en investissant dans les énergies renouvelables.

L'Australie doit devenir sérieuse !

Il y a un mois, le ministère des Finances australien a annoncé les résultats du plus grand modèle économique jamais réalisé en Australie ! Ce dernier concluait que la différence économique entre une Australie qui réduit ses émissions de 15% en 2020 ou de 25% se jouait... à un poil. Cependant, pour ce même ministère, le scénario le plus réaliste est celui de -15% pour stabiliser les concentrations à 510 ppm et pour un réchauffement de 2,6°C. Le scénario à -25% est alors passé au statut de scénario « optionnel ».

ECO rappelle à la délégation australienne que le récent rapport de Garnaut reconnaît que la stabilisation des concentrations en dessous de 450 ppm est dans l'intérêt de l'Australie.

ECO voudrait également expliquer à la délégation australienne que +2,6°C est bien au-dessus de ce que les experts australiens considèrent comme dangereux. Ils ont établi que « le premier objectif du régime après-2012 devait être de limiter le réchauffement global en deçà de 2°C par rapport aux températures préindustrielles... Un échec laisserait à l'Australie une facture économique, environnementale, sociale et sanitaire qui annulerait les investissements nationaux nécessaires pour résoudre ce problème ».

Australie, tu dois redéfinir ce qui est réaliste !



UE : manque d'assiduité dans ses devoirs

ECO n'est pas vraiment surpris que l'UE ait remporté le *Fossile* hier soir, puisque la délégation européenne est visiblement venue à Poznan sans mandat ni position sérieuse et crédible sur le financement de la feuille de route de Bali. En d'autres termes, alors qu'il reste moins d'un an avant Copenhague, l'un des principaux négociateurs a « oublié » de préparer une position sur un sujet aussi important.

ECO se demande comment cela a-t-il pu arriver ? Est ce que les chefs de délégations de l'UE étaient trop occupés avec la campagne d'Obama ? Sarkozy était-il trop occupé à faire la promotion du nouvel album de sa femme ?

Pas besoin d'aller chercher si loin : les Etats européens refusent simplement de s'engager sur le financement de l'adaptation et de l'atténuation au Sud. Les négociations actuelles en Europe sur le « paquet énergie-climat » révèlent bien ce manque de volonté.

En effet, en parallèle des engagements de réduction pour 2020, ce « Paquet » devait prévoir des objectifs de financements additionnels, comme l'ont proposé la Commission et le Parlement. La mise aux enchères des quotas d'émissions devrait ainsi générer plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, provenant des industries émettrices de gaz à effet de serre. Le Parlement européen a proposé que la moitié de ce revenu soit utilisée pour la lutte contre le changement climatique dans les pays du Sud. Malheureusement, plusieurs Etats membres refusent d'affecter un seul centime ! Pourtant, pendant ces négociations, l'UE aurait pu faire avancer certaines propositions sur le financement, comme celle de la Norvège.

Il y a un an, le leadership de l'Europe était l'une des clés du succès de Bali. ECO espère maintenant que l'UE va se remettre au travail sur les financements et revenir avec des propositions sérieuses sur ce sujet et un accord sur un « Paquet climat-énergie » ambitieux.

MDP :

Mécanisme de Distribution Pourri ?

Le MDP a été établi sous le Protocole de Kyoto avec le double objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de promouvoir le développement durable des pays en développement. Hélas, ce mécanisme ne remplit aucun de ces deux objectifs et compromet l'efficacité du Protocole. Aujourd'hui, le MDP doit être discuté dans le cadre de l'examen au titre de l'article 9 du Protocole.

Une analyse détaillée montre clairement qu'une bonne partie des projets MDP ne sont pas additionnels. Or, de nombreux pays comptent sur le MDP pour atteindre leur objectif de Kyoto. Résultat : au lieu de participer aux efforts de réduction d'émissions, le MDP les compromet. Pour ECO, prouver l'additionnalité des projets est tout simplement impossible, car cela demanderait de connaître à l'avance un avenir hypothétique. De plus, il serait naïf de croire que des validateurs issus du secteur privé puissent porter la principale responsabilité de l'intégrité environnementale du mécanisme. Par ailleurs, le MDP n'a eu qu'un effet négligeable, voire nul, sur le développement durable des pays du Sud et, malgré l'adoption du programme de travail de Nairobi, quasiment aucun projet ne voit le jour dans les pays les moins avancés.

ECO pense que la seule solution consiste à remplacer intégralement, ou au moins à restructurer substantiellement, le MDP dans le régime après-2012, en posant de nouvelles bases. D'abord, le MDP ne devrait pas permettre aux pays de l'Annexe I de compenser leurs propres obligations de réduction d'émissions, mais au contraire de soutenir les pays en développement de manière additionnelle. Ensuite, le MDP restructuré devrait abandonner le test de l'additionnalité appliqué à chaque projet individuellement, qui n'est simplement pas réalisable avec la précision requise.

D'ici là, il sera important d'éviter les aspects négatifs du MDP, tels que l'absence de critères de développement durable; la distorsion dans la répartition géographique des projets ; les conflits d'intérêts des validateurs de projets et des membres du bureau exécutif du MDP et les incitations perverses liées aux projets de destruction de HFC-23 et de N₂O.

REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, B. Faraco, JP Moussally et l'équipe de ECO anglais.

ECO français est disponible sur : www.rac-f.org